

PREFECTURE DE LA MEUSE

REPUBLIQUE FRANCAISE

Direction de l'Administration Générale
et de la Réglementation

2ème Bureau

AM/EG

LE PREFET DE LA MEUSE,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Arrêté d'autorisation n° 2.473

du 5/7/76

Vu la loi du 19 décembre 1917, modifiée, relative aux Etablissements dangereux, insalubres ou incommodes,

Vu le décret n° 64-303 du 1er avril 1964 relatif aux Etablissements dangereux, insalubres ou incommodes,

Vu l'Instruction Ministérielle du 6 juin 1953 relative au rejet des eaux résiduaires par les Etablissements dangereux, insalubres ou incommodes

Vu la loi n° 61-842 du 2 août 1961 relative à la lutte contre les pollutions atmosphériques et les odeurs,

Vu la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution,

Vu l'arrêté préfectoral n° 2473 du 23 juillet 1974 autorisant la Société Anonyme I.C.I. - FRANCE - S.A. - Département Baleyecourt, dont le siège social est situé à CLAMART (Hauts de Seine) 8, avenue Réaumur, à exploiter sur le territoire de la ville de VERDUN, hameau de Baleyecourt, une usine de fabrication de produits chimiques,

Vu la demande en date du 26 mai 1975 présentée par M. PRACHE, Chef de Production à la Société Anonyme I.C.I. - FRANCE S.A. - Département Baleyecourt tendant à obtenir au nom et pour le compte de cette Société, l'autorisation d'augmenter de façon importante la capacité de production de l'usine de VERDUN, hameau de BALEYCOURT,

Vu les plans et descriptifs annexés à la demande,

Vu les avis recueillis,

Vu les résultats de l'enquête publique de commodo et incommode à laquelle il a été procédé du 22 septembre au 22 octobre 1975,

Vu l'avis du Conseil Municipal,

Vu l'avis du Commissaire Enquêteur,

Vu les rapports et avis de M. l'Inspecteur des Etablissements classés, Ingénieur Subdivisionnaire des Mines,

Vu l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène, en date du 9 avril 1976,

Considérant que l'ensemble des installations et activités de cette usine relève des rubriques n° 16 b, - 33 bis, - 120-1-E-2°, - 135-1°, 153 bis-1° - 202 bis, -206-1°-b, - 25-E-2°a, 255-1°, - 255-2°, - 255-3°, -257-1° et 2°, - 259-C-2° a de la nomenclature et range cette industrie dans la 1ère classe des Etablissements dangereux, insalubres ou incommodes.

ARRÊTÉ

ARTICLE 1er : L'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2.473 du 23 juillet 1974 susvisé est abrogé.

ARTICLE 2 : La Société Anonyme I.C.I. - FRANCE S.A. - Département Balseycourt, dont le siège social est situé à CLAMART (Hauts de Seine), 8, avenue Réaumur, Zone Industrielle, est autorisée à exploiter, sur le territoire de la ville de VERDUN - Ecart de Balseycourt - une usine de fabrication de produits chimiques comportant les installations et dépôts suivants :

- un dépôt de chlore liquéfié de 200 tonnes
- un dépôt de liquides inflammables divers en 8 groupes de réservoirs et une aire de stockage, savoir :
 - a) Groupe principal - 2.071 m³ d'alcools divers
 - b) Groupe CERECOLOR - 132,5 m³ de liquides inflammables divers
 - c) Groupe de 350 m³ d'anhydride phthalique
 - d) Groupe de 190 m³ de paraffine 014
 - e) Groupe de 100 m³ de paraffine 024
 - f) Stockage de 1.700 m³ de plastifiants à base de phthalates
 - g) Stockage de 1.000 m³ de produits finis
 - h) Stockage de 250 m³ de produits finis
 - i) Stockage de 1.000 m³ de produits finis en bidons (colis)
- un atelier de transformation des alcools
- une chaufferie susceptible de consommer par heure de l'ordre de 9.800 therms de combustibles liquides
- des procédés de chauffage employant comme transmetteur de chaleur un fluide organique combustible - en circuit fermé - à une température supérieure à son point d'éclair
- un dépôt de combustibles liquides de 116 m³ (aérien)
- un dépôt d'acide chlorhydrique à 33 %
- des installations de compression d'air
- des garages en plein air pour véhicules de toutes catégories
- atelier d'entretien avec serrurerie et scierie
- dépôt de 5.000 l de fuel oil domestique enfoui à double enveloppe (nouveaux bureaux)

ARTICLE 3 : Les installations seront situées et disposées conformément aux plans et notices annexés à la demande d'extension et aux demandes antérieures.

Tout projet de modification ou d'extension des installations devra, avant réalisation, faire l'objet d'une autorisation préfectorale.

Les aménagements et l'exploitation de l'usine devront répondre aux conditions suivantes :

TITRE I - DEPOT DE CHLORE - INSTALLATIONS ANNEXES -

ARTICLE 4 : Le dépôt de chlore sera constitué de 5 réservoirs aériens à axe horizontal de 40 m³ de capacité nominale, soit environ 50 tonnes de chlore liquéfié chacun.

Deux groupes réservoirs seront constitués : l'un de 3 réservoirs, l'autre de 2 réservoirs.

Le stockage sera limité à 200 tonnes de chlore, réparties dans 4 réservoirs de service.

Le cinquième réservoir, en position centrale dans le groupe des 3 réservoirs, constituera une capacité de sécurité, vide en permanence, et destinée à recevoir le contenu d'un réservoir de service en cas d'incident ou de fuite accidentelle.

ARTICLE 5 : L'ensemble du dépôt de chlore sera aménagé et exploité conformément aux dispositions de la circulaire du 24 juillet 1972 relative aux dépôts de chlore liquéfié (J.O. du 18 octobre 1972), compte tenu des points particuliers suivants :

a) pour le groupe à 3 réservoirs, la distance séparant deux réservoirs (enceintes) voisins restera égale à 1 mètre

b) pour la prévention des surpressions, chaque enceinte isolable sera pourvue d'un dispositif à double disque d'éclatement, au lieu et place de la soupape prévue à l'article 18 de l'instruction annexée à la circulaire du 24 juillet 1972

- les disques, disposés en série, seront tarés : le premier à 13,75 bars, le second à 16 bars

- la rupture du premier disque (13,75 bars) entraînera le déclenchement du dispositif d'alarme de pression haute

- l'équipement à double disque de rupture devra présenter les mêmes garanties de fonctionnement que celui des soupapes.

ARTICLE 6 : Le ravitaillement du dépôt sera effectué par wagons citernes, à partir de l'embranchement particulier.

Les wagons citernes stationneront sur une voie particulière qui leur sera réservée et où ils seront immobilisés par un dispositif approprié. En attente, ils devront stationner le plus loin possible des ateliers et à 20 mètres au moins de tout amas ou stockage de matières combustibles et inflammables. Quand ils seront en charge, leur stationnement sera aussi court que possible avant dépotage.

74

75

9

non si
APC con
réunion
examen

ATL

2000

2122

1 OK

2 OK

3 OK

ARTICLE 7 : Le wagon citerne en cours de déchargement sera isolé et immobilisé au niveau des bornes de dépotage.

Il sera signalé par des panneaux avertisseurs en amont et en aval et protégé contre tout danger éventuel de tamponnement par des dispositifs d'arrêt situé à une distance suffisante.

Les freins seront maintenus serrés et les roues solidement calées. Le wagon citerne sera préservé contre tout risque d'échauffement anormal.

Le wagon citerne en cours de déchargement sera relié à une prise de terre qui devra permettre l'écoulement continu des charges statiques capables de se développer sur les parois de la citerne.

ARTICLE 8 : Il est interdit de procéder au déchargement simultané de plusieurs wagons citernes.

Le déchargement d'un wagon citerne pendant la nuit est interdit.

L'opération de déchargement d'un wagon citerne devra être menée de façon ininterrompue pour limiter le branchement trop prolongé du wagon aux bornes de dépotage.

Toutes dispositions seront prises pour éviter une fuite de chlore pendant le dépotage.

Une passerelle d'accès facile sera prévue pour les manœuvres de branchement et de débranchement des tuyauteries.

Immédiatement après le débranchement, l'extrémité libre des tuyauteries sera obstruée par un bouchon afin d'éviter les entrées d'air humide.

Le personnel disposera d'un masque et de vêtements appropriés.

ARTICLE 9 : Les robinets, soupapes seront manipulés avec précaution, sans les forcer. Les robinets bloqués seront dégrappés à l'eau chaude ou au jet de vapeur à basse pression. L'emploi de lampes à souder pour cet usage est formellement interdit.

ARTICLE 10 : En cas de fuite à un wagon citerne, celui-ci devra être branché le plus rapidement possible sur les bornes de dépotage pour être vidé en utilisant éventuellement le réservoir de sécurité du dépôt.

ARTICLE 11 : Toutes dispositions seront prises pour éviter une augmentation dangereuse de la pression dans les wagons citernes.

Pour combattre les effluves de chlore et protéger les wagons citerne contre un incendie dans le voisinage on disposera de dispositifs capables de former un rideau d'eau pulvérisée.

Une double commande de cette installation pourra s'effectuer à distance. Il sera interdit d'arroser directement les wagons citerne de chlore.

ARTICLE 12 : Par application de l'article 32 de l'instruction ministérielle, on disposera, au moins en deux endroits différents et diamétralement opposés, une réserve de masques spéciaux pour le chlore d'un modèle agréé et contrôlé par un laboratoire officiel. En dehors des masques à cartouche absorbante, on disposera d'un certain nombre d'appareils isolants autonomes qui seront attribués au personnel de secours momentanément désigné du fait de sa qualification.

Ces appareils seront en nombre suffisant pour équiper le personnel des installations et les équipes de sécurité et de secours, qui seront périodiquement entraînées à l'emploi et au port de ces masques.

Le personnel de direction et d'encadrement de l'usine devra avoir à sa disposition, dans son habitation privée, un masque à gaz.

Tous les masques seront périodiquement contrôlés et maintenus en bon état de fonctionnement.

ARTICLE 13 : Les équipes de sécurité et de secours seront constituées et entraînées régulièrement sous la direction d'un chef responsable de l'exécution rapide des manœuvres prévues en cas d'accident. Une consigne de secours sera affichée en permanence dans les ateliers et bureaux. Les Directives de secours d'urgence en cas d'intoxication par le chlore seront établies en accord avec les services médicaux compétents (Médecine du Travail, Direction Départementale de l'Action Sanitaire et Sociale etc...).

La sécurité sera assurée de façon permanente et une équipe de secours devra pouvoir être constituée à tout moment.

Le texte des consignes sera communiqué à l'Inspection des Etablissements Classés et au Service Départemental de la Protection Civile ainsi qu'aux Corps de Sapeurs-Pompiers de VERDUN.

Une affiche placée à proximité des postes téléphoniques indiquera le numéro d'appel des Sapeurs-Pompiers qui devront être immédiatement alertés en cas d'accident en précisant le cas échéant qu'il s'agit d'une fuite de chlore.

ARTICLE 14 : Afin de signaler la direction des vents, une manche à air éclairée de nuit sera installée dans l'enceinte de l'établissement (Dépôt de chlore). Des sorties de secours seront prévues en des points opposés pour permettre l'évacuation du personnel.

Un signal sonore donnera l'alarme en cas d'incident grave, dès le premier signal, les responsables des consignes de sécurité prendront les dispositions prévues par le règlement et feront procéder à l'évacuation du personnel ; le personnel des bureaux et ateliers n'appartenant pas aux équipes de secours devra quitter l'usine dès la première alerte.

TITRE II - DEPOTS DE LIQUIDES INFLAMMABLES (fabrication)

ARTICLE 15 : Le dépôt de liquides inflammables nécessaire au stockage des matières premières et des produits finis ou semi-finis sera constitué de 8 groupes-réservoirs et une aire de stockage ainsi caractérisés :

A/ Matières premières

1/ Groupe principal de 2.071 m³ d'alcools divers en 19 réservoirs aériens catégorie C 2 et D 2

2/ Groupe CERODOR de 132,5 m³ de liquides inflammables divers en 6 réservoirs aériens - catégorie B - C2 et D2

.../..

3/ Groupe anhydride phthalique de 350 m³ en 4 réservoirs aériens - catégorie D 2

4/ Groupe paraffine C 14 de 190 m³ en 2 réservoirs aériens - catégorie D 2

5/ Groupe paraffine C 24 de 100 m³ en 2 réservoirs aériens - catégorie D 2

B/ Produits finis ou semi finis

1/ Groupe atelier plastifiants de 1.700 m³ en 37 réservoirs aériens catégorie D 2

2/ Groupe Ouent de 1.000 m³ en 2 réservoirs aériens de 500 m³ chacun - catégorie D 2

3/ Groupe Aérien-réfrigérant de 250 m³ en 1 réservoir aérien - catégorie D 2

4/ Aire de stockage de 1.000 m³ en futs métalliques de 200 l. - catégorie D 2

ARTICLE 16 : Chaque unité du dépôt - groupe réservoirs ou aire de stockage - sera implantée, aménagée et exploitée conformément aux Règles d'Aménagement et d'exploitation des dépôts d'hydrocarbures liquides annexées à l'arrêté ministériel du 9 novembre 1972 (J.O. du 31 décembre 1972).

ARTICLE 17 : Pour les parties ou zones du dépôt réalisées, modifiées ou aménagées à partir du 1er juillet 1976, il devra être tenu compte des modifications apportées aux Règles d'Aménagement et d'Exploitation visées ci-dessus, par l'arrêté du 19 novembre 1975 (J.O. - NC du 23 janvier 1976).

TITRE III - ATELIERS DE FABRICATION

ARTICLE 18 - Les éléments de construction des ateliers de fabrication (CERBCLOR et Plastifiants) seront incombustibles et présenteront les caractéristiques de réaction et de résistance au feu suivantes :

- paroi coupe feu de degré 2 heures
- couverture incombustible

Les portes donnant vers l'extérieur seront coupe feu de degré une demi-heure. Celles donnant vers l'intérieur seront pare flammes de degré une demi-heure. Elles s'ouvriront toutes vers l'extérieur et seront dans la mesure du possible à fermeture automatique.

ARTICLE 19 : Les ateliers ne comporteront ni un escalier, ni un dégagement quelconque. Ils seront nettement séparés des locaux occupés et habités par des tiers au moyen de murs pleins construits de façon à s'opposer efficacement à la propagation d'un incendie.

ARTICLE 20 : Le sol des ateliers sera imperméable, incombustible et disposé de façon à constituer une cuvette de rétention, telle que les écoulements ou en cas d'incident, les liquides contenus dans les récipients, les appareils de fabrication ou les canalisations, ne puissent s'écouler au dehors.

ARTICLE 21 : Les ateliers seront largement et efficacement ventilés, mais de façon telle que le voisinage ne soit pas incommodé ou gêné par des émanations ou des odeurs.

ARTICLE 22 : Les récipients dans lesquels les liquides inflammables sont employés et entrant en fabrication seront clos aussi complètement que possible.

ARTICLE 23 : L'emploi de liquides particulièrement inflammables, en quelque quantité que ce soit, est rigoureusement interdit.

ARTICLE 24 : Le chauffage des ateliers ne pourra se faire que par fluide chauffant (air, eau, vapeur d'eau), la température de la paroi extérieure chauffante n'excédant pas 150° C.

La chaudière sera dans un local extérieur à l'atelier ; si ce local est contigu à un atelier, il en sera séparé par une cloison pleine, incombustible, coupe feu de degré 2 heures et sans communication directe avec l'atelier.

Tout autre procédé de chauffage pourra être admis dans chaque cas particulier, s'il présente des garanties de sécurité équivalentes.

ARTICLE 25 : Les ateliers ne renfermeront aucun foyer ; il est interdit d'y fumer et d'y apporter du feu sous une forme quelconque. Cette interdiction sera affichée en caractères apparents dans les ateliers et sur les portes d'entrée.

ARTICLE 26 : Le chauffage des liquides inflammables utilisés en fabrication sera réalisé dans les conditions suivantes :

Atelier CERECOLOR

La paraffine C 14 entrant dans le cycle de fabrication sera pré-chauffée à la vapeur d'eau, à une température au plus égale à 120° C dans un échangeur, placé à la base de l'atelier et à l'extérieur des zones dangereuses des réservoirs de liquides inflammables voisins et de leur cuvette de rétention.

Le liquide chauffé sera obligatoirement maintenu en circuit totalisant clos, sans possibilité de mise à l'air libre.

Toutes dispositions seront prises pour respecter la température limite de 120° C.

Les opérations de transfert du liquide chauffé seront exécutées en circuit clos et l'alimentation des réacteurs ne pourra être effectuée que lorsque les derniers auront été purgés à l'azote. Un dispositif de sécurité, avec asservissement, interviendra toute fausse manœuvre.

Les canalisations de liquide chauffé ne comporteront qu'un minimum de deux raccords par bride, munis d'un équipement tel que toute fuite interdise un écoulement de liquide au-dessus de son point d'éclair. Ces brides seront placées pour que toute fuite soit immédiatement repérée.

Les moteurs électriques des réacteurs dans lesquels la paraffine sera chauffée à plus de 110° C seront du type antidéflagrant.

Atelier plastifiants

Les alcools entrant en fabrication, en circuit clos, seront pré-chauffés, à une température au plus égale à 140° C, dans un réchauffeur mis en place dans l'atelier "plastifiants" et aménagé pour récupérer les calories des produits finis sortant des réacteurs de fabrication.

Toutes dispositions seront prises pour respecter la température limite de 140° C.

Pour l'ensemble de cet atelier, le matériel électrique intérieur sera du type antidéflagrant.

ARTICLE 27 : Nonobstant les conditions particulières prévues à l'article précédent, l'éclairage électrique se fera par lampes extérieures sous verre dormant, ou à l'intérieur par lampes électriques à incandescence sous enveloppe protectrice en verre, ou par tout procédé présentant des garanties équivalentes. Il est interdit d'utiliser des lampes suspendues à bout de fil conducteur et des lampes dites baladeuses.

Les conducteurs seront établis suivant les normes en vigueur et de façon à éviter tout court-circuit ; l'installation sera périodiquement examinée et maintenue en bon état.

Les commutateurs, les coupe-circuits, les fusibles, les moteurs, les rhéostats seront placés à l'extérieur, à moins qu'ils ne soient d'un type non susceptible de donner lieu à des étincelles, tel que "appareillage étanche aux gaz, appareillage à contacts baignant dans l'huile, etc...". Dans ce cas, une justification que ces appareils ont été installés et maintenus conformément à un tel type pourra être demandée par l'Inspecteur à l'exploitant ; celui-ci devra faire établir cette attestation par la Société qui lui fournit le courant ou par tout organisme officiellement qualifié.

ARTICLE 28 : Il existera des interrupteurs multipolaires pour couper le courant (force et lumière). Ces interrupteurs seront placés en dehors des ateliers sous la surveillance d'un préposé responsable qui coupera le courant force dès la cessation du travail.

ARTICLE 29 : Les opérations de broyage, malaxage, centrifugation et autres de même nature, en présence de liquides inflammables, s'effectueront dans des appareils clos. Ces appareils, ainsi que les canalisations servant éventuellement à leur alimentation, seront reliés à un boz sol humide par une connexion métallique (mise électrostatique à la terre).

ARTICLE 30 : L'emploi d'air ou d'oxygène comprimés pour effectuer le transvasement ou la circulation des liquides est rigoureusement interdit.

ARTICLE 31 : Les ateliers seront pourvus de moyens de secours portatifs contre l'incendie, spécifiques pour les catégories de produits entrant en fabrication, notamment des extincteurs, des postes d'eau et des réserves de sable sec avec pelle de projection.

TITRE IV - CHAUFFERIE ET ANNEXES

ARTICLE 32 : La chaufferie abritera trois chaudières susceptibles de consommer par heure de l'ordre de 9.000 thermies de combustibles liquides et ainsi caractérisées :

- une chaudière de 8 tonnes de vapeur par heure
- un générateur à fluide thermique de 500 thermies par heure
- un générateur à fluide thermique de 2.400 thermies par heure

ARTICLE 33 : Les dispositions générales d'aménagement et d'exploitation de la chaufferie devront respecter les prescriptions générales énoncées sous le n° 153 bis de la nomenclature des Etablissements Classés et annexées au présent arrêté, compte tenu du point particulier suivant :

L'instruction du 24 novembre 1970 relative à la hauteur des cheminées ne sera applicable que pour le générateur à fluide thermique de 2.400 th/heure.

Toute reconstruction ou réparation importante de la cheminée des autres générateurs entraînera leur mise en conformité à l'instruction considérée.

- Fluide Thermique -

ARTICLE 34 : Le fluide thermique employé dans deux des chaudières, constitué d'une huile organique combustible, de point d'éclair 209° C, sera chauffé à une température au plus égale à 290° C.

Pour chacun des générateurs, le fluide sera contenu dans une enceinte métallique entièrement cloisée, pendant le fonctionnement, à l'exception des éventuels trous d'évent.

ARTICLE 35 : Pour une installation en circuit fermé, à vase d'expansion ouvert, un ou plusieurs tuyaux d'évent fixé sur le vase d'expansion permettront l'évacuation facile de l'air et des vapeurs du liquide combustible. Leur extrémité sera convenablement protégée contre la pluie, garnie d'une toile métallique à mailles fines et disposée de manière que les gaz qui s'en dégagent puissent s'évacuer à l'air libre à une hauteur suffisante, sans refluer dans les locaux voisins, ni donner lieu à des émanations gênantes pour le voisinage.

An cas où une pression de gaz s'ajouterait à la pression propre de vapeur du liquide, l'atmosphère de l'appareil sera constituée par un gaz inerte vis à vis de la vapeur du fluide considéré dans les conditions d'emploi.

Pour une installation en circuit fermé, à vase d'expansion fermé, des dispositifs de sécurité, en nombre suffisant et de caractéristiques convenables, seront disposés de telle façon que la pression ne s'élève en aucune circonstance au-dessus de la pression du timbre.

En raison de leurs caractéristiques, outre les générateurs, les condenseurs et les récipients devront respecter, le cas échéant, la réglementation sur les appareils à pression de gaz ou de vapeur.

ARTICLE 35 : Au point le plus bas de chaque circuit propre à un générateur, un dispositif de vidange totale sera aménagé. Ce dispositif permettra d'évacuer rapidement la totalité du fluide combustible en cas de fuite ou d'anomalie constatée en un point quelconque de l'installation.

L'ouverture du dispositif de vidange devra interrompre automatiquement le système de chauffage du générateur concerné.

Une canalisation métallique, fixée à demeure sur la vanne de vidange de chaque circuit, conduira par gravité le liquide évacué jusqu'à un réservoir métallique de 3.000 litres pour le générateur de 500 th/heure (circuit contenant 2.500 litres et un réservoir de 7.500 litres pour le générateur de 2.400 th/heure (circuit contenant 7.000 litres).

Les réservoirs seront implantés à l'extérieur des bâtiments et entièrement clos, à l'exception d'un tuyau d'évent disposé comme prévu ci-dessus.

ARTICLE 36 (Bis) : Les échangeurs propres à chaque circuit seront situés dans des locaux distincts de la chaufferie, construits et aménagés de façon qu'un incendie ne puisse se propager des générateurs vers les échangeurs.

ARTICLE 37 : Un dispositif approprié permettra à tout moment de s'assurer que la quantité de liquide contenu dans chaque installation est convenable.

En outre un dispositif thermométrique et un dispositif thermostatique permettront de contrôler en permanence la température du liquide transmetteur de chaleur.

ARTICLE 38 : Un dispositif automatique, indépendant des dispositifs thermométrique et thermostatique, actionnera un signal d'alerte, sonore et lumineux, au cas où la température maximum du fluide combustible dépasserait la limite supérieure fixée par le thermostat.

- Dépôt de combustibles -

ARTICLE 39 : Le dépôt de combustibles destinés à l'alimentation de la chaufferie, d'une capacité globale de 116 m³, comporte 4 réservoirs aériens ainsi caractérisés :

- 2 réservoirs verticaux de chacun 50 m³ de fuel lourd n° 2
- 1 réservoir horizontal de 5 m³ de fuel léger
- 1 réservoir horizontal de 11 m³ d'alcools de récupération

ARTICLE 40 : L'aménagement et l'exploitation du dépôt resteront soumis aux Règles d'Aménagement Intérieur des dépôts d'hydrocarbures liquides (arrêté du 26 novembre 1948) et notamment le dépôt sera entouré d'une clôture défensive de 2,50 m de hauteur.

L'accès à l'intérieur de l'enceinte sera interdit à toute personne étrangère au service. Cette consigne sera affichée en caractères apparents.

TITRE V - INSTALLATIONS AUTRES

Les installations autres, savoir :

- Dépôts d'acide chlorhydrique à 33 % (462 m3 en 7 réservoirs)
- Stations de compression d'air
- Garages de véhicules automobiles de toutes catégories en plein air (parkings)
- Atelier d'entretien avec serrurerie et scierie
- Dépôt souterrain de 5.000 l. de fuel domestique à double paroi ; le chauffage des bureaux

sont soumises aux prescriptions générales édictées respectivement sous les numéros 16 b - 33 bis - 206 1^è b - 375 2^e - 81 C et 255 3^e de la nomenclature des Etablissements Classés et annexés au présent arrêté.

TITRE VI - DEFENSE CONTRE L'INCENDIE -

ARTICLE 42 - Le plan d'intervention et de défense contre l'incendie sera établi en accord avec le Service Départemental d'Incendie et de Secours.

Les moyens de secours prévus par le plan et exigés par les règlements en vigueur devront être placés de façon visible à être facilement accessibles. Ils devront permettre d'engager la lutte contre l'incendie en attendant l'arrivée du Centre de Secours de VERDUN.

Le personnel sera instruit sur la manière de faire usage des matériels mis à sa disposition.

Le plan d'intervention et de défense contre l'incendie fixera notamment :

- Les consignes générales en cas d'incendie. Ces consignes seront affichées d'une manière apparente dans tous les ateliers et postes de travail, ainsi qu'à proximité des postes téléphoniques. Elles indiqueront d'une manière simple et précise les mesures à prendre et la conduite à tenir en cas de sinistre.

- Les modalités d'intervention du service intérieur de lutte contre l'incendie. Ce service, placé sous les ordres d'un responsable chargé de sa formation, aura à faire appliquer des consignes précises et il veillera au bon entretien des différents matériels.

- Les mesures à prendre pour faire face à un sinistre important (plan d'intervention).

ARTICLE 43 : Il est interdit de fumer ou de pénétrer avec une flamme quelconque dans les enceintes suivantes :

- Dépôt de chlore
- Groupes réservoirs et emplacements de stockages des différents liquides inflammables
- Dépôt de combustibles de la chaufferie
- Ateliers de fabrication
- Atelier de scierie

et d'une manière générale dans toutes les zones sensibles au plan incendie.

Des écriteaux, nettement apparents, rappelleront cette interdiction en précisant qu'il s'agit d'une interdiction préfectorale.

ARTICLE 44 : En cas de nécessité, il pourra être dérogé à l'interdiction visée à l'article 43 ci-dessus, par autorisation écrite spéciale du directeur de l'usine ou de la personne qu'il aura désignée à cet effet (permis de feu).

Dans ce cas, les précautions particulières à respecter et les contrôles à opérer seront énoncés dans une consigne particulière remise au personnel intéressé.

Ces opérations seront effectuées sous la surveillance effective et permanente d'un représentant du Service de sécurité de l'usine.

TITRE VII - PROTECTION DES EAUX

ARTICLE 45 : Les eaux résiduaires, les eaux de pluie et en général toutes les eaux en provenance de l'usine seront évacuées sans qu'il en résulte une gêne pour le voisinage ou une altération du milieu récepteur et en respectant les principes ci-après :

- Les eaux de pluie et les eaux autres qu'industrielles, rejetées directement dans la Seine passeront, avant leur rejet, par des dispositifs séparateurs capables de retenir les produits et matières accidentellement entraînés, tels que graisses, hydrocarbures, débris solides, matières fermentescibles.

- Les eaux sanitaires devront, avant leur rejet, être traitées dans les conditions prévues par les textes en vigueur, ou dirigées vers la station d'épuration.

- Toutes les eaux industrielles et les eaux altérées provenant de l'usine devront obligatoirement être canalisées, contrôlées et dirigées vers la station d'épuration comme aux 2 établissements industriels de BALEYCOURT (I.C.I. FRANCE et LACTO FRANCE).

D'une manière plus générale les rejets devront être effectués conformément aux prescriptions de l'Instruction du 6 juin 1953 relative aux rejets des eaux résiduaires par les établissements classés.

TITRE VIII - DECHETS

ARTICLE 46 : Tous les déchets et résidus de fabrication susceptibles de porter atteinte au milieu naturel, aux eaux superficielles ou souterraines ou de gêner le voisinage devront être stockés en attente d'être évacués par des entreprises spécialisées qui procéderont à leur élimination ou à leur mise en dépôt.

Le nom de ces entreprises, la quantité et la destination de chaque catégorie des déchets et résidus enlevés devront être enregistrés dans un cahier spécial ouvert à cet effet. Ce cahier devra être tenu à la disposition de l'Inspecteur des Etablissements Classés.

TITRE IX - DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 47 : L'accès des ateliers et dépôts est interdit à toute personne étrangère au Service, sauf autorisation particulière de la Direction.

Les visiteurs occasionnels devront être porteurs du matériel de sécurité éventuellement nécessaire.

ARTICLE 48 : Il est interdit d'émettre dans l'atmosphère des fumées, des poussières ou des gaz toxiques, odorants ou corrosifs susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique, à la production agricole, à la bonne conservation des monuments et à la beauté des sites.

ARTICLE 49 : Tous moteurs, de quelque nature qu'ils soient, et tous appareils, ventilateurs, machines transmissions actionnés par des moteurs seront installés et aménagés de telle sorte que leur fonctionnement ne puisse être de nature à compromettre la santé, la sécurité ou la tranquillité du voisinage par le bruit ou les trépidations.

Les compresseurs d'air devront notamment être installés et exploités de manière à respecter scrupuleusement ces prescriptions.

ARTICLE 50 : L'Exploitant devra se conformer strictement aux dispositions édictées par le livre II du Code du Travail et aux décrets réglementaires et arrêtés pris pour son exécution dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs et notamment :

- a) Les chapitres 1 et 2 du livre II du Code du Travail ;
dispositions générales concernant l'hygiène et la sécurité des travailleurs,
- b) Le décret du 10 juillet 1913 modifié concernant les mesures générales de protection et de salubrité applicables à tous les établissements industriels ou commerciaux.

ARTICLE 51 : Des arrêtés complémentaires pourront, par application de l'article 15 du décret n° 64-303 du 1er avril 1964, imposer ultérieurement toutes les mesures que la sauvegarde des intérêts mentionnés à l'article 1er de la loi du 19 décembre 1917 rendraient nécessaires.

ARTICLE 52 : La présente autorisation est accordée sous réserve des dispositions générales prévues par la législation en vigueur et figurant au présent arrêté, à charge par le bénéficiaire de s'assurer des modifications éventuelles qui y surviendraient ultérieurement.

ARTICLE 53 : Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, la suspension du fonctionnement ou la fermeture de l'établissement pourra être prononcée suivant la procédure fixée par la réglementation en vigueur, en cas d'inobservation des conditions auxquelles celui-ci est ou sera soumis. En pareille hypothèse, l'exploitant ne pourra prétendre de ce chef à aucune indemnité ni dédommagement quelconque.

La présente autorisation pourra également cesser de porter effet si l'établissement ou une partie de l'établissement n'était pas réalisée dans le délai de deux ans, à compter de la notification du présent arrêté ou encore si son exploitation était interrompue pendant le même laps de temps, sauf cas de force majeure.

ARTICLE 54 : Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 55 : Le maire de VERDUN aura à faire connaître, dès que les travaux seront exécutés, au moyen d'un procès-verbal de recensement, si toutes les prescriptions ci-dessus sont observées.

A cet effet, la Société avisera l'autorité avisée dès que les travaux seront réalisés.

ARTICLE 56 : MM. le Secrétaire Général de la Préfecture,
le Sous-Préfet de VERDUN,
le Maire de VERDUN,
l'Ingénieur Subdivisionnaire des Mines, Inspecteur des Etablissements classés,
le Directeur Départemental de l'Équipement,
l'Inspecteur Départemental du Travail et de la Main d'Œuvre,
le Chef de la Division de l'Équipement de la S.N.C.F. à METZ,
l'Inspecteur Départemental des Services d'Incendie et de Secours
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera transmise, pour notification à M. PRACHE, Chef de Production à la Société Anonyme I.C.I. - FRANCE S.A. à VERDUN et pour information à :

MM. le Directeur Départemental de l'Agriculture,
le Directeur Départemental de l'Action Sanitaire et Sociale,
le Directeur Départemental des Polices Urbaines de la Meuse.

Un extrait du présent arrêté énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée et faisant connaître qu'une copie dudit arrêté est déposée aux archives de la Mairie de VERDUN et mise à la disposition de tout intéressé, sera affiché à la porte de la Mairie et inséré par les soins du maire et aux frais de la Société Anonyme I.C.I. FRANCE - S.A., Départemental Balayoncourt, dans un journal d'annonces légales du département, dont un numéro justificatif sera adressé à la Préfecture, Direction de l'Administration Générale et de la Réglementation - 2ème Bureau -.

Pour expédition,
le Directeur de l'Administration
Générale et de la Réglementation:



PAR-le-DUC, le 5 juillet 1976

Le Préfet,

Pour le Préfet et par Délégation,
le Secrétaire Général :


J. P. HERTOGH